

LA MARE S'APPELLE PEUPLE

SUR LA CRISE CONTEMPORAINE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE



Ce texte est issu du livre «Mais tout commence» (mars 2018) écrit par nos soins afin de revenir sur le mouvement contre la Loi travail, il en constitue un des chapitres. Son développement sort en partie du cadre du mouvement contre la loi Travail pour mieux y revenir. Critiques à l'égard du mouvement Nuit Debout, nous avons fait le choix de nous pencher sur les mouvements dont ce dernier se réclamait, en l'occurrence l'occupation de la place Tahrir et de la place Syntagma. Le principal point commun entre ces mouvements étant celui de la formulation du sujet «peuple» par l'occupation de place, nous souhaitons revenir un peu plus en profondeur sur les enjeux d'un tel sujet politique. Si ce genre de mouvement venait à faire de nouvelles apparitions, nul doute que ces dernières viendraient matérialiser des limites ennemies dans le cours de la lutte des prolétaires contre leur exploitation. Ce texte vise à s'y préparer.

Mare, *nom féminin* (ancien scandinave marr, lac) : petite étendue d'eau stagnante, dans une dépression naturelle ou artificielle, de faible profondeur.

Depuis une dizaine d'années, le monde va et vient au gré des conflits intérieurs. Les tenants de l'ordre social biologisent la société au point d'interpréter chacune de leurs interventions anti-terroristes

ou contre-insurrectionnelles comme une réaction chimique d'un corps se défendant dont ils sont la tête. Ils assimilent la contradiction historique que formule le mode de production capitaliste à de la défaillance, et ils n'ont aucune raison d'y réfléchir autrement. C'est leur plan de bataille. Mais cette logique de la défaillance, nous l'avons également perçue de l'autre côté de la barricade. Ce n'est ni une erreur ni une trahison, c'est l'expression d'un monde capita-

liste qui n'a aucune alternative à faire miroiter. On s'y conforme jusque dans les luttes.

La tendance à l'objectivisation et à la technicisation du monde va de pair avec la crise de la représentation politique. La faillite de la social-démocratie dans toute l'Europe en est la matérialisation la plus accomplie. Il ne s'agit plus de se réclamer d'une idéologie. Pour gouverner, il faut gouverner. C'est le propre de l'idéologie capitaliste aboutie. Fin de l'histoire, on tourne en boucle. Plus besoin d'avenir meilleur, de lendemains qui chantent. On nous rabâche la catastrophe, l'urgence et le bilan comptable. C'est ce qu'on peut appeler la dernière étape de la subsomption, son climax.

Si l'heure des « grandes orientations politiques » s'est éteinte, certains participants aux mouvements sociaux sont restés bloqués. Et c'est ici qu'ils viennent, de façon biblique, dénoncer les apostats de l'État social, appeler aux frontières et aux services publics. Ils considèrent que ce monde est défaillant mais pas condamné. Depuis l'émergence desdits « printemps arabes » jusqu'au caniveau de la place de la République, la logique de la défaillance n'a eu de cesse de contenir les formulations politiques dans le paradigme du peuple, sorte de dérivé idéal de l'État-nation. Contrairement au projet « Nuit Debout », les formulations produites pendant les mouvements en Tunisie, en Libye, en Égypte ou encore en Syrie correspondaient à une position structurelle particulière de l'État et du marché capitaliste sur ces aires nationales, qui plus est en crise. Mais, et c'est plus important encore, elles correspondaient avant tout à l'hégémonie de la réponse politique bourgeoise dans la lutte qui faisait rage au sein de ces mouvements. Cette critique de la légitimité de la classe politique a résonné de l'autre côté de la Méditerranée, et plusieurs mouvements de contestation, principalement en Espagne et en Grèce, ont repris le slogan arabe « Dégage ! » et certaines modalités d'action comme les occupations de place. Ce premier filtre avait déjà largement aseptisé le contenu bouillonnant des feux du Sud méditerranéen. Nuit Debout, dans un second filtrage, en a fait l'exemple typique d'une réaction déjà là.

Sic semper evello mortem tyrannis

C'est toujours ainsi que la mort vient aux tyrans

Alors que certains voient dans la crise mondiale des subprimes de 2008 une vaste opération de sorcellerie, nous nous contenterons d'en conclure que ces sorciers étaient à coup sûr capitalistes. La crise

des subprimes, c'est la crise du prolétariat. On peut y déceler, comme dans toutes les crises économiques, un défaut de valorisation, un pari sur l'avenir capitaliste, d'abord risqué, puis perdu. Mais c'était surtout une histoire de défaut de paiement par le prolo ricain lambda, qu'on avait fait propriétaire pour mieux l'exproprier. C'était aussi l'occasion de voir à quel point ce monde est désormais unifié, que le papillon devient tsunami par des médiations toujours plus fines et nombreuses. Cette crise nous a indiqué que la restructuration des années 1970 avait fait du commentaire de prof « a touché le fond mais creuse encore » son adage. Des taux de profit qui ne cessent de baisser, des salaires qui ne cessent d'être rabotés, des prolos qui ne cessent de se révolter : voilà l'histoire torrentueuse d'un capitalisme qui ne peut se défaire de ce sortilège bicentenaire.

Mais la crise ne se matérialise pas partout de la même façon. Tandis que les prolos du Maghreb et du Moyen-Orient, régions périphériques de l'accumulation, subissaient la hausse des prix des produits de première nécessité et le tour de vis disciplinaire de leurs États¹, l'Europe, en tant que centre d'accumulation, s'apprêtait à détruire une fois pour toutes les dernières digues de défense construites par le mouvement ouvrier, digues principalement incrustées dans les appareils étatiques. Les offensives capitalistes conduites dans ces deux régions appartenaient à la même logique, mais les tensions ne se sont logiquement pas cristallisées aux mêmes endroits. C'est leur simultanéité qui a laissé assez d'espace pour élaborer un discours similaire, bien que ce dernier soit empreint de nombreuses limites. Ce sont de ces limites dont nous voulons discuter.

Ce monde est découpé en États qui, à partir de trajectoires historiques singulières mais relatives au développement capitaliste, ont institué un certain type d'administration des affaires sociales sur leur territoire. Dans la crise de la représentation politique qui a émergé ces dix dernières années, l'enjeu était de savoir ce que pouvait encore l'État en tant qu'instance de régulation de la restructuration économique en cours depuis les années 1970. En effet, les capitalistes,

1. Le tour de vis disciplinaire ne répond pas nécessairement à la contestation sociale, il en est aussi le précurseur. Les pratiques de racket, de violences, d'enlèvements et de meurtres que la police égyptienne a érigées en modèle d'organisation sont pour beaucoup dans l'embrasement de l'Égypte. Symptôme d'un processus de décrépitude de l'État en tant qu'instance de reproduction de sa population, ce tour de vis disciplinaire intervient à la fois face à la contestation et face au quotidien, dans les transactions les plus banales. C'est en cela que la haine de la police a été un catalyseur de la contestation arabe de l'année 2011.



de par leur relative liberté de mouvement (mondialisation, délocalisation, déterritorialisation, etc.), ont de moins en moins pris en compte la reproduction (salaire, soins, éducation, retraite, etc.) des prolétaires qu'ils exploitent. Cette déconnexion, axe principal de l'augmentation éphémère des taux de profit, a eu pour effet de laisser les prolétariats « nationaux » face à leurs États nationaux. Tandis que dans les centres d'accumulation, notamment la vieille Europe, nous assistons à des attaques violentes contre les salaires et la reproduction, dans les périphéries² la situation est pour beaucoup déjà intenable : les salaires sont au plus bas, au même titre que les capacités de re-

2. Nous utilisons ici l'opposition centre/périphérie pour signaler des différences notables de gestion de la main-d'œuvre. Cette dichotomie n'est absolument pas figée. Au moment où nous parlons, nous assistons plutôt à la venue du centre dans la périphérie, et vice versa. En fait, la périphérie (comprendre l'exploitation sans contrepartie des prolétaires) est désormais chose courante dans le centre. Ainsi, les régimes de reproduction sociale, avec un temps de retard vis-à-vis du capital, s'adaptent aux nouvelles modalités d'extraction de la plus-value. Nous arrivons donc plus à une période d'unification dans le sens où les mêmes registres de reproduction peuvent se retrouver en Europe et au Maghreb. Et où il peut donc y avoir des séparations entre des régimes de reproduction plus accentuées au sein d'une même ville, d'une même région. Pour autant, un état de fait, la division internationale du travail et la présence d'une zone d'accumulation ralentissent ce processus d'unification. Le capitalisme n'est pas une machine, c'est une histoire.

production. Dans les deux cas, nous assistons à des luttes pour la redistribution, où l'interlocuteur est l'État. Et, un peu comme avec un miroir, la masse de personnes qui se dresse face à l'État finit par lui ressembler, prend ses traits pour paraître légitime à ses yeux, jusqu'à n'être plus que son vulgaire reflet, le reflet d'un État, et par extension le reflet du capitalisme. C'est ici, dans cette configuration bien particulière, que nous retrouvons ce sujet a priori libérateur, teinté de positivisme, qu'est le « peuple ». La bourgeoisie fait de son intérêt particulier l'intérêt général. Le peuple représente l'intérêt général. Le peuple est l'expression populaire de la bourgeoisie.

Mais, en fonction du type d'État face auquel on se retrouve en lutte, le peuple qui se présente ne sera pas le même.

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats (les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc.), les formes

juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques – exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré. »

Friedrich Engels,

Lettre à Joseph Bloch, 21-22 septembre 1890.

En fonction de la structure étatique du territoire en question, la *production* et la *reproduction* de la *vie réelle* peuvent très vite se résumer au rapport qu'un prolétaire entretient vis-à-vis de l'État dont il dépend, par lequel il est dominé et exploité. Le régime d'accumulation de la région Maghreb/Machrek, largement dépendant de la rente pétrolière, formule alors les conditions suivantes : sous-investissement dans l'infrastructure, clientélisme de l'emploi public, autoritarisme et « corruption ». Ce sont précisément ces conditions qui seront attaquées lors desdits printemps arabes.

Il est inutile d'esquisser ce que serait le peuple d'un point de vue sociologique. Le peuple est avant tout un sujet politique qui se formule dans une opposition. Comme certaines cagoules rouges le disaient lors des manifestations contre la loi Travail, « pour l'unité, il faut des ennemis communs ». En Égypte ou en Tunisie, c'est effectivement un peuple qui est descendu dans la rue en cet hiver 2010-2011. Cela faisait déjà un bout de temps que des mobilisations de prolos avaient lieu contre leur situation, notamment contre l'arbitraire des régimes politiques (les chômeurs à Sidi Bouzid et les ouvrières du textile à Mahalla) en ce que ces derniers déterminaient totalement la maigre distribution d'une partie de la rente étatique sous forme d'emplois publics/privés. On demandait alors à l'État de redistribuer, chose à laquelle il se refusait. Face à cet état de fait, c'est-à-dire face aux formes prises par l'exploitation capitaliste dans cette région, l'explosion sociale s'est rapidement transformée en un bouleversement politique.

Au Maghreb ou au Machrek, régions bien dotées en termes de régime autoritaire et clientéliste, les tensions sociales se sont donc d'une part cristallisées autour de ces entités oligarchiques qui gèrent leurs positions politiques comme des magnats gèrent leurs puits de pétrole (c'est souvent les mêmes), et ont d'autre part été le fait de masses hétérogènes ayant comme revendication centrale la destitution des tyrans (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi, Assad, Ali Abdallah Saleh et d'autres encore). Cette revendication



était la seule à même de construire ce « peuple », un « peuple » contre les tyrans et, au fil des semaines, pour une « société civile », autrement dit pour la mise en place d'une société bourgeoise contre les monopoles de cliques étatiques qui contrôlent absolument tout le business. Donc pour une vraie démocratie, une liberté d'entreprendre. La crise de la représentation politique a atteint son comble avec la chute des régimes Ben Ali et Moubarak.

Il ne s'agit pas de dire que la lutte des prolétaires dans ces deux pays n'a pas réellement ébranlé la vie quotidienne dans son ensemble. Les occupations, les grèves, les affrontements, les incendies qui ont secoué la Tunisie et l'Égypte début 2011 ont été des épisodes tonitruants de la lutte des classes et des exemples concrets concernant l'explosion d'une société. L'activité des prolétaires a dans un premier temps ciblé les besoins immédiats (pour l'augmentation du salaire minimum, contre les petits chefs trop zélés), et c'est à partir de l'extension de la lutte sous le registre très politique et interclassiste de la critique de l'autoritarisme du régime que la brèche s'est ouverte, permettant ainsi aux militants politiques libéraux, aux cadres, à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie périphérique³ de jouer leur rôle dans cette partition. Aller de la destitution en acte des tyrans à la revendication d'une société civile ne va pas de soi, c'est une affaire de rapport de forces au sein du mouvement populaire. Alors que des millions d'Égyptiens occupent la place Tahrir durant dix-huit jours au début de l'année 2011, les prolétaires d'Égypte ont derrière eux cinq ans de lutte contre les conditions de travail et de vie que le rais leur impose. Seulement, les particularités de classe ont été gommées par les mots d'ordre des mouvements citoyens, au profit de la revendication de la chute du régime, pour une recomposition de la société. Quand un slogan venait fracturer l'unité apparente du rassemblement place Tahrir, la foule scandait « une main, une main » puis reprenait les slogans liés à la chute du régime. Le peuple, c'est « ensemble ou tais-toi ». Cette séquence de l'unité entre les classes, symbolisée par la première occupation de la place Tahrir, ne durera pas longtemps. La composition du mouvement, rejoint assez tardivement par les politicards islamistes et l'armée, a contraint le prolétariat à s'effacer au nom du peuple, au plus grand bonheur du Conseil Supérieur

3. On appelle bourgeoisie périphérique une classe capitaliste disposant de moyens d'accumulation conséquents mais qui, en mal de relations avec l'appareil d'État, se retrouve à la périphérie du business. Les capitalistes liés aux Frères Musulmans en sont un bon exemple.

des Forces Armées (CSFA), des Frères Musulmans et de leur stratégie populiste⁴.

Mais, une fois que l'ennemi (ici le régime) est tombé, que fait-on ? L'occupation de la place Tahrir fut un événement tout à fait grandiose pour qui aime voir un pays brûler, mais c'était certainement déjà le début de la fin. Alors qu'on venait d'assister à dix-huit jours de profusion « révolutionnaire », de batailles gagnées par les équipes d'ultras face à la police et de reconfiguration des rapports entre les hommes et les femmes qui participaient à la lutte, les lendemains ont tenu leur promesse en termes de répression des prolétaires. Face à la stratégie du chaos initiée par Moubarak (retrait de la police, création de milices de la terreur), une des principales raisons de s'organiser, c'était de se défendre, de « défendre la Révolution ». Là, les mécanismes de la violence contre-révolutionnaire ont été clairs des les premiers jours d'occupation de la place, et ce jusqu'aux derniers rassemblements après la chute de Morsi deux ans plus tard : agressions et mutilations des femmes révolutionnaires⁵. Face à ces pratiques, les révolutionnaires égyptiens ont créé les Comités populaires de défense des quartiers. Les femmes révolutionnaires y participaient, armées de couteau de boucher, mais peu à peu l'ordre sexué a repris le dessus, sous l'argu-

4. « Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, dans la politique, de la distinction entre les mouvements sociaux et l'action politique, volonté d'abolition de la séparation entre l'État et la société, l'État et la lutte des classes. Contre la démocratie, le populisme refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la médiation du citoyen. Pour le populisme, la société est une communauté directement prise en charge et représentée en tant que telle dans l'État. La communauté, c'est le peuple contre les classes sociales d'un côté et contre le citoyen de l'autre. Cependant, ce peuple comme communauté n'est pas un état, un donné, il doit être construit par la réunification, la réconciliation de ce qui a été séparé, disloqué : la société et la religion, le public et le privé, l'économie et la morale, la technique et le culturel, les masses et les élites, etc. En tant que mouvement politique et idéologique, tel que nous venons de le décrire, le populisme se constitue sur les limites des luttes du prolétariat et se retourne contre lui. C'est l'action du prolétariat dans ses luttes revendicatrices et de pression sur l'État, ainsi que ses tentatives d'organiser la société selon ses besoins et intérêts, qui produit le peuple, et le peuple, qui n'admet pas les contradictions, les conflits et les scissions en son sein, se retourne contre lui. Mais ce peuple, on l'a dit, n'est pas un donné, n'est pas une classe sociale, ni même un groupe sociologique, il est à construire et à représenter. Par là, il devient l'apanage de la seule classe susceptible d'unifier les contradictions sociales et de les reproduire, parce qu'elle tient les clés de l'antoprésupposition du capital : la bourgeoisie. Celle-ci peut déléguer, de façon parfois conflictuelle, la direction du mouvement aux classes moyennes, ou à des catégories sociales mieux à même de les représenter, parce qu'adéquats à son contenu comme les religieux, dans d'autres contextes l'armée, ou le syndicat. » Théo Cosme, *De la politique en Iran*, (Senonevero, 2010, p. 70).

5. Autant dire que ces pratiques n'étaient pas l'apanage de la police ou des baltagiya de Moubarak. Le CSFA et les Frères Musulmans y ont largement participé.

ment classique du risque d'agression ennemie contre « nos femmes », et cet argument a pris du poids à mesure que les forces politiques islamistes gagnaient en influence. On aurait tort de croire qu'il s'agit là d'un détail, qui plus est en Égypte. L'enjeu ici n'est pas de dire que la seule raison pour laquelle la révolution n'a pas eu lieu est celle-ci. Mais plutôt de constater que, si on peut percevoir ce genre de limite dans un mouvement interclassiste (a fortiori composé de la force politique la plus organisée d'Égypte, autrement dit les Frères Musulmans), alors il y a peu de chances qu'on échappe à la loi du calque et à la re-composition de la structure d'exploitation. Renvoyer les femmes à la maison, c'était une façon comme une autre d'expliquer à tous les révolutionnaires qu'il fallait que les choses rentrent dans l'ordre, y compris populaire. Ainsi, les Comités populaires, structures d'autodéfense de ce fameux peuple, ont reconduit, face au chaos de Moubarak, l'ordre du monde contre lequel une partie d'entre eux luttait au début, à partir d'une assignation qui faisait des anciennes camarades des femmes telles que le capitalisme en Égypte les définissait (travail domestique, travail informel, vie privée, exclusion de l'espace public, etc.). Et le capitalisme, quand on en garde un bout, c'est toute la pelote que l'on tient. Au tournant de la révolution égyptienne, c'est-à-dire au lendemain de la destitution de Moubarak, le CSFA et la société-parti des Frères Musulmans ont mis un point d'honneur à chasser les nouvelles occupations de la place Tahrir, notamment par ces pratiques, visant par là à rétablir un ordre moral et social que trop contestaient et dont ils sont les principaux bénéficiaires. Le traitement réservé aux jeunes ultras correspondait également à cette remise à niveau. Quant aux prolétaires, le premier geste de Morsi le Frère, président élu un an plus tard, a été d'instaurer de nouvelles lois répressives pour casser des grèves et des manifestations qui n'ont jamais cessé pour autant. Un an après, l'armée a renversé Morsi, avec le soutien passif de la « population », et sifflé la fin de la récré. Et le retour au travail au nom de l'intérêt national. Mais d'aucuns assurent que, sous les cendres, les braises couvent toujours.

Au moment de la formulation du peuple comme sujet politique, nous avons donc la classe capitaliste à la manœuvre. Le tout est de rassurer la classe capitaliste mondiale au sujet de la capacité des bourgeois locaux à endiguer tout phénomène de révolte qui pourrait à nouveau gripper les activités économiques. C'est ce rôle qu'ont joué en tant qu'intérimaires les formations islamistes dites « modérées » comme les

Frères Musulmans, en Égypte et en Tunisie. Dans les contradictions de classe en Égypte, le peuple n'a été qu'un moment, mais ô combien nocif pour les prolétaires.

L'extension des révoltes est rarement une simple affaire de diffusion. Chaque faisceau est distordu, trituré, réinterprété par la situation politique singulière des territoires où les cris font écho. C'est pourquoi, des révoltes d'Égypte et de Tunisie, on ne retient que ce qu'on a bien voulu exhiber : la démocratie contre les tyrans. En Espagne et en Grèce, la critique de la « cleptocratie » a été entendue pour deux raisons : le clientélisme est affaire courante, l'austérité vient réduire le gâteau. S'appuyant sur la principale facette de la défaite de la révolution arabe, le mouvement des Indignés n'a pas bouleversé le quotidien. Il l'a accompagné jusque dans les urnes, avec comme principal argument la défaillance d'un système que l'on pourra réparer au prix d'un effort, l'exploitation accrue des prolétaires. Et c'est aussi le peuple qui a été convoqué pour y parvenir.

Le philtre de démocratie

À la suite des premiers feux d'Afrique du Nord, plusieurs mouvements de contestation ont émergé face aux cures d'austérité européennes, en particulier en Grèce et en Espagne. Sans refaire le panel des mesures d'austérité⁶, on peut dire que les prolos ont pris une claque monumentale concernant leurs conditions de vie. Face à cette cure, les deux pays ont connu des mouvements de protestation similaires en de nombreux points, notamment en ce qui concerne le rapport à la démocratie et la pratique d'occupation des places. Alors que le mouvement des Indignés en Espagne s'affiche tout de suite comme un mouvement politique interclassiste (son seul intérêt est de repenser la distribution des revenus et de réformer le fonctionnement de l'État), le premier mémorandum en Grèce est accueilli par des formes de lutte beaucoup plus sociales et de classe⁷.

6. Pour un exemple exhaustif, TPTG, The Social Crisis in Greece, disponible sur le site du groupe www.tapaidiatissgalarias.org.

7. Nous regrettons de ne pas avoir su intégrer dans ce texte certaines réflexions concernant l'occupation de la place Maiden qui, du fait d'une hégémonie politique complètement différente, a systématiquement été laissée de côté par les personnes qui souhaitaient analyser le mouvement d'occupation des places. Pourtant, nous pensons que le paradigme de la défaillance et son sujet « peuple » ont opéré de la même manière en Ukraine qu'ailleurs. Pour plus d'informations sur cette occupation de place, nous vous renvoyons à une interview d'un syndicaliste autonome de Kiev réalisée par le groupe *Přátelé komunizace* : « dndf.org/?p=13324 ».

On se souvient de cet hiver 2008. Le 6 décembre, Alexis Grigoropoulos, 15 ans, se fait descendre par les keufs aux abords de la place Exarchia. Malgré les tentatives de désinformation des flics et des politicards, Athènes s'embrase, puis la Grèce entière. Dans ce mouvement, c'est toute une génération de prolétaires qui reconnaît dans la mort d'Alexis Grigoropoulos son propre destin, un élément de sa situation. Lycéens, jeunes déscolarisés, hooligans, immigrés, anarchistes organisés donnent le tempo des hostilités. Durant un mois, Athènes et Thessalonique vivront au rythme des incendies, des pillages, des occupations et des affrontements. Mais des villes de taille beaucoup plus restreinte connaîtront des actions similaires. Comme durant les émeutes de 2005 en France, c'est toute une frange de prolétaires qui trouve un commun dans cette critique en acte de leur situation, faisant de ce moment un éclatement incontrôlable et imprévisible, par la police comme par les forces révolutionnaires qui sont bien souvent dépassées. Et puis, soudain, le mouvement se contracte, laissant par-ci par-là quelques restes, comme des assemblées de quartier et un renforcement certain du mouvement anarchiste, notamment à travers la prolifération de squats qui, en lien avec ces mêmes assemblées, joueront un rôle important dans la suite des événements. Lors des élections de 2009, Syriza ne gagne rien parce que le mouvement de fin 2008 ne demandait rien et critiquait tout. L'État n'était pas un protecteur, c'était une bande de flics. C'est à partir de ce rendez-vous manqué que le parti Syriza s'est

interrogé sur sa structure et a tenté d'en modifier le contenu pour se penser en mouvement. Parallèlement à cette résorption de la contestation, profitant des conséquences de la crise, plusieurs organisations fascistes et néo-nazies, dont Aube Dorée, lancent des initiatives de « protection » contre les migrants allant d'assemblées de quartier aux ratonnades.

Lorsque les premières mesures d'austérité sont annoncées, en 2010, il y a de l'espoir dans le mouvement anarchiste. Mieux organisé, mieux préparé, peut-être que 2010 pourra être un 2008 plus ambitieux pour lui. Mais le mouvement contre l'austérité n'a bien sûr pas rassemblé les mêmes personnes qu'en 2008. Les structures d'encadrement de la force de travail, parmi lesquelles le GSEE⁸, lié au PASOK, et dont le siège avait été occupé par une assemblée de lutte lors de l'insurrection de décembre, entendent bien reprendre en main la rue, qu'elles ont perdue en 2008. Défilant d'abord prétendument au nom de la classe ouvrière grecque confondue avec l'institution

8. La structure du syndicalisme grec est relativement différente, de celle de la France. Le taux de syndicalisation y est bien plus fort (environ un quart des salariés) et on ne se syndique que dans les deux grandes confédérations : la GSEE pour les travailleurs du privé et les travailleurs d'entreprises sous contrôle public, et l'ADEDY pour les fonctionnaires. Ces confédérations sont le niveau le plus élevé, les deux autres niveaux sont la structure des fédérations sectorielles ou professionnelles puis celle des syndicats de base. Ainsi, il ne faut pas sous-estimer le poids dans certains « bastions » du PAME, qui est le syndicat du KKE (dernier gros Parti communiste d'Europe de tendance stalinienne), ou, à l'échelle la plus petite et dans les tafs les plus précaires, celui des « unions de base », souvent créées par une partie du mouvement anarchiste et très combatives, y compris contre les confédérations.





étatique, le mouvement anti-austérité de 2010 s'est transformé en mouvement de « tous ceux qui sont touchés par le mémorandum ». Et, effectivement, il n'y avait pas que des prolétaires.

Malgré cette nouvelle composition, le mouvement anarchiste est relativement fort et l'action directe est au rendez-vous. Les tendances extraparlémentaires multiplient les occupations de bâtiments publics pour faire pression sur les différents ministères afin d'obtenir diverses avancées, de lutter contre les licenciements, les coupes budgétaires, l'application concrète du mémorandum. Nous en sommes encore à une dimension de lutte face à l'État capitaliste grec dont la représentation politique est méprisée de tous côtés.

Mais la manifestation du 5 mai 2010 marque un tournant manifeste en ce qui concerne la composition et les perspectives futures des oppositions à l'écrasement social alors en cours. La grève générale y est massive et « on n'a pas vu autant de monde dans les rues depuis la chute des colonels », diront certains. Les prolétaires de 2008 sont encore en grande partie là, les affrontements aussi. Mais, ce jour-là, le mouvement subit un coup d'arrêt tel qu'il mettra plusieurs mois à s'en remettre, et il se relèvera avec un tout autre goût dans la bouche. Durant la manifestation, une banque brûle, comme tant d'autres alors, mais cette fois-ci avec des employés coincés par leur patron à l'intérieur. Trois d'entre eux mourront asphyxiés. L'État alors branlant n'en attendait pas tant pour pouvoir reprendre la main. Il pointe du doigt la fameuse « jeunesse sauvage », sujet politique de 2008,

afin de l'expulser du champ contestataire. Le mouvement subit un contrecoup interne, coincé entre la dénonciation par les forces traditionnelles et dans une remise en cause de la stratégie insurrectionnelle au sein des forces révolutionnaires. C'est en quelque sorte le deuil de 2008 qui se joue alors, marquant une pause dans les événements et annonçant un changement d'hégémonie politique. Et les quelques résurgences sporadiques⁹ du climat de 2008 n'arriveront pas à contrecarrer le retour à l'ordre.

Quelque temps après, sur un appel des Indignés espagnols, certaines organisations grecques choisissent d'occuper la place Syntagma le 25 mai 2011. Entre-temps, une sorte de deuxième mémorandum, plus précisément un paquet de mesures dites « à moyen terme » est rendu public, attaquant plus abruptement des catégories comme les fonctionnaires et certaines professions « protégées » (employés de banque, etc.). Cette trajectoire, conjointe à la faillite de plus en plus visible du nombre de petits commerçants, modifie l'ambiance et le contenu des structures de la lutte. Très vite, la place Syntagma devient le lieu central de la contestation, et deux groupes s'y forment : un plus proche du Parlement, qui exhibe fièrement des drapeaux grecs et concentre nombre de représentants de la petite bourgeoisie, et en contrebas de la place un second, avec une occupation marquée par

9. Non pas que ces dernières ne soient que du détail. Qu'il s'agisse de la grève générale du 20 octobre 2011, où le Parlement a été attaqué, ou de la quarantaine d'incendies de bâtiments officiels le 12 février 2012, on peut constater qu'hégémonie ne veut pas dire toute-puissance.

la présence du milieu anarchiste et des organisations d'extrême gauche comme Syriza. C'est à partir de cette occupation de la place Syntagma que les participants vont tenter de développer des assemblées de quartier, en lien avec l'assemblée de la place. Il est important de noter que ce n'est pas la convergence des assemblées de quartier qui a donné l'assemblée de la place Syntagma, mais bien l'assemblée de la place Syntagma qui a lancé les assemblées de quartier¹⁰ et leur mise en réseau. Ce mouvement d'un centre cherchant à se propager vers une périphérie a des conséquences évidentes. C'est toute une organisation « bureaucratique » qui se forme à mesure de l'avancée du mouvement dans des perspectives de lutte locales (magasin, cantine, etc.) et générales (contre le paiement d'une taxe foncière par le biais de la facture d'électricité). La lutte ne se mène plus contre un État sur lequel on compte faire pression, mais pour la survie, l'organisation du quotidien.

Peu à peu, par cette nécessité d'auto-organisation de la misère (les conséquences des mémorandums se font bien évidemment sentir), qui apparaît comme une forme-fond, le mouvement produit, certainement malgré lui, une sorte de proto-État, bricolé, informel, relié par ce réseau d'assemblées, sur lequel Syriza finira par s'appuyer, non pas en tant que parti mais bien en tant que mouvement. La composition interclassiste des assemblées vient faire taire les dissensions de classe pour faire au plus large, au niveau du peuple, c'est-à-dire intégrer d'autres intérêts de classe, en particulier ceux des petits commerçants et des fonctionnaires. Cette forme a contribué à faire des assemblées de quartier une nouvelle médiation entre les citoyens grecs et l'État central, sorte de reformulation du niveau municipal dans un contexte de crise politique aggravée de ce dernier. À la veille des élections législatives de juin 2012, la coordination centrale des assemblées de quartier d'Athènes, qui en rassemblait plus de 45, est abandonnée. Syriza, qui était jusque-là une coalition de partis, devient un parti « unifié », condition pour pouvoir accéder aux responsabilités politiques, en mai 2012. On peut alors dérouler le tapis rouge à son ascension électorale. Le parti finit logiquement par apparaître comme la seule perspective possible pour beaucoup, face au délitement des diverses formes de lutte des dernières années. L'alliance avec le parti des Grecs Indépen-

10. Pour autant, d'anciennes assemblées de quartier issues de 2008 sont quant à elles simplement réactivées par le nouvel afflux de gens. Des différences de contenu, de composition sociale et politique, existaient bien évidemment entre ces diverses assemblées qui entretenaient parfois des rapports conflictuels.

dants (ANEL), scission souverainiste du parti de droite Nea Dimokratia, rejoue finalement la même scène que lors de l'occupation de la place Syntagma, sauf que cette fois-ci ce n'est pas devant le Parlement, c'est dedans. Aujourd'hui, pour faire court, Syriza est au pouvoir¹¹, reçoit des thunes pour jouer le videur de l'Union Européenne et assure la continuité de l'exploitation en Grèce.

Au même titre que le mouvement en Égypte, le mouvement grec s'est retrouvé coincé face à l'effondrement de la structure politique de son État. Après la lutte face à, on s'est retrouvé dans une lutte pour, sans que les conditions puissent accoucher du communisme¹². Ce genre de questionnement, on ne risquait pas de le rencontrer à Nuit Debout.

Nuit Debout en PLS

Si l'indignation a joué le rôle d'une matrice morale pour la reconfiguration capitaliste des sociétés espagnole et grecque, il n'en a pas été de même pour Nuit Debout en France¹³. Pourtant, le cœur y était. Il faut croire que dans ce pays l'argument de la démocratie n'a pas fait bouger les foules là où un gouvernement démocratique légifèrait démocratiquement contre les prolétaires. La Nuit Debout a très tôt quitté le giron du mouvement sur lequel elle surfait sans jamais s'en déconnecter complètement. L'apparent chamboule-tout dont se targuaient ses organisateurs a pris des airs de confessionnal où les paroles individuelles fabriquaient chacune à leur tour le mur de leur impuissance. C'est comme si toute une partie du mouvement social d'avant s'était retrouvée là, littéralement muséifiée, faisant des limites qu'elle n'a jamais su dépasser son identité définitive.

11. L'évolution de la politique au sens classique du terme a bien sûr contribué à faire de ce micro-parti une alternative crédible. L'arrivée d'un gouvernement d'« union nationale » rassemblant du PASOK (parti socialiste) au LAOS (extrême droite traditionnelle), après la démission de Papandréou, et dirigé par Loukas Papademos (ancien de Goldman Sachs), a accentué cet effondrement des partis traditionnels. Tendances que l'on retrouve dans presque tous les pays ces dernières années, avec l'arrivée de la gestion technocratique pure. Cette union des grandes castes politiques a permis à une formation comme Syriza de se poser en rénovatrice et de jouer la carte du patriotisme économique, autour du refus de payer la dette puis de sa « renégociation ».

12. Une partie de cette analyse du contexte grec s'appuie sur le texte d'un camarade athénien intitulé « Syrization » que l'on peut consulter en anglais sur le site *2008-2012.net* et dont on peut trouver une quasi-traduction dans le livre *La cigarette sans cravate* aux éditions Senonevero.

13. Nous parlons ici exclusivement des Nuit Debout des grandes villes en France, et particulièrement de la parisienne.

Le mouvement Nuit Debout a été fondé par une petite clique de militants de gauche, à l'issue d'un meeting du journal Fakir, le 23 février 2016, à la Bourse du travail de Paris. Dans une sorte d'autopromotion de son journal et de son film méprisant à l'égard des prolétaires, *Merci patron !*, Ruffin lance, avec certains de ses salariés et des militants du Parti de Gauche, du DAL (Droit au Logement) et de la compagnie Jolie Môme, cette fameuse Nuit Debout, relent assumé des différents mouvements citoyennistes et populistes qui ont émergé ces dernières années en Europe contre l'austérité imposée par les commissaires européens. Il ne faut pas croire à un quelconque soupçon de spontanéité, c'était une opération marketing avec livraison en kit, et autorisations préfectorales. Cette initiative n'était pas déconnectée du mouvement contre la loi Travail, elle en était plutôt la meilleure des polices. Il suffit d'écouter Lordon, porte-parole du mouvement officiel, haranguer la foule : « La décomposition du corps social [souveraineté] qui nous révèle la nudité du roi [nation] est la forme métastase [je me branle] de nos renoncements quotidiens face à la puissance d'un empire [j'ai écrit un livre là-dessus avec mon pote Hazan en pompant sur des invisibles] qui n'en a plus que le nom » Alors, si on ne lit pas entre les lignes, on entendra surtout son radicalisme de façade du type « Nous ne revendiquons rien », au même titre que le prolongement des assemblées espagnoles et grecques, les partis Podemos et Syriza, n'ont rien revendiqué. Ils ont simplement brigué le pouvoir. Conjugué à la rhétorique nationaliste et souverainiste de Lordon, Fakir et du Parti de Gauche, c'est un indice suffisant pour comprendre que leur intérêt ne se situe pas dans l'incendie du Vieux Monde mais dans la réappropriation de l'appareil d'État pour organiser la gestion des prolétaires sous leur autorité. Quand certains porte-parole officiels de Nuit Debout disent « Rien à foutre de la loi Travail », ils disent la vérité, ça ne les concerne pas. Il faudrait être débile pour croire qu'ils ont basculé du côté de l'anarchisme insurrectionnel. Ils voulaient simplement profiter de l'agitation sociale provoquée par une loi antiprolos pour vendre leur merde, notamment Mélenchon. Mais ça n'a pas marché¹⁴.

Nuit Debout, c'était le rendez-vous des enfants perdus, autrement appelés citoyens. On y témoignait de ses misères quotidiennes, y exprimait sa rage, ou on y bouffait pour pas cher. L'assemblée était portée à son paroxysme apolitique, une succession de paroles individuelles, où s'enchaînaient les critiques

d'un « système ». On a pu y repérer des pancartes explicites : « Indignée du 16e », « Nous sommes le pouvoir », « Pour une VIe République ». Les indices de l'interclassisme, ou plutôt de l'autorité des travailleurs du public, surtout de l'enseignement et de la recherche, y pullulaient. C'est bien connu, les profs ont toujours plein d'idées pour améliorer l'institution scolaire, comme les ingénieurs ont toujours plein d'idées pour améliorer l'entreprise. Mais il y a toujours ces satanés ministres, ces satanés patrons, qui ne comprennent pas. En gros, ils pensent pouvoir mieux gérer. Gérer quoi ? Nous. Et pour que ça passe bien, on mêle à tout ça un soupçon de bloc culturel, grâce à nos amis les intermittents du spectacle, qui soit dit en passant portent très bien leur nom. Qu'il s'agisse des commissions plus intimes ou de l'assemblée générale, la seule raison de discuter était de trouver une solution, un programme, bien au-delà de la lutte contre la loi Travail. Donc, ce qu'on voulait à Nuit Debout, c'est que les « gens » viennent faire comme « nous », penser la société de demain, rédiger la constituante qui organiserait le travail de demain, élire les délégués qui appliqueraient la constituante de demain ; mais surtout ne pas lutter aujourd'hui, et encore moins à partir de notre situation de classe, jugée trop clivante, pas assez universelle. L'assemblée de Nuit Debout représentait effectivement le monde social dans toute sa déliquescence, sans liens, si ce n'est un idéal d'« Avenir Meilleur » de la République (même si c'est la VIe), incapable de trouver une raison historique au mécontentement de ses membres puisque l'essence du rassemblement était cet universel abstrait de la « citoyenneté ».

Mais qui venait à Nuit Debout ? Déjà, quand au bout d'à peine un mois d'occupation une étude de sociologues sort sur le sujet, ça veut dire beaucoup. Il y a donc des sociologues. Et que nous disent-ils ? « *Un entre-soi de diplômés, sans catégories populaires ? En première approximation, oui : la majorité des participants est diplômée du supérieur long (61 %), alors que ce n'est le cas que du quart de la population française. Mais l'image se brouille à y regarder de plus près : non seulement le taux de chômage est de 20 % parmi les participants, soit le double de la moyenne nationale ; mais on compte 16 % d'ouvriers parmi les actifs – trois fois plus qu'à Paris, et autant que dans l'Ile-de-France prise dans son ensemble*¹⁵. » Continuons : « *Une fête apolitique ? Plus d'un tiers des personnes a participé à une manifestation contre le projet de loi El Khomri. La proportion des enquêtés déclarant avoir déjà été membres d'un parti politique est même remarquable dans un contexte de désaffection*

14. A ce moment-là...

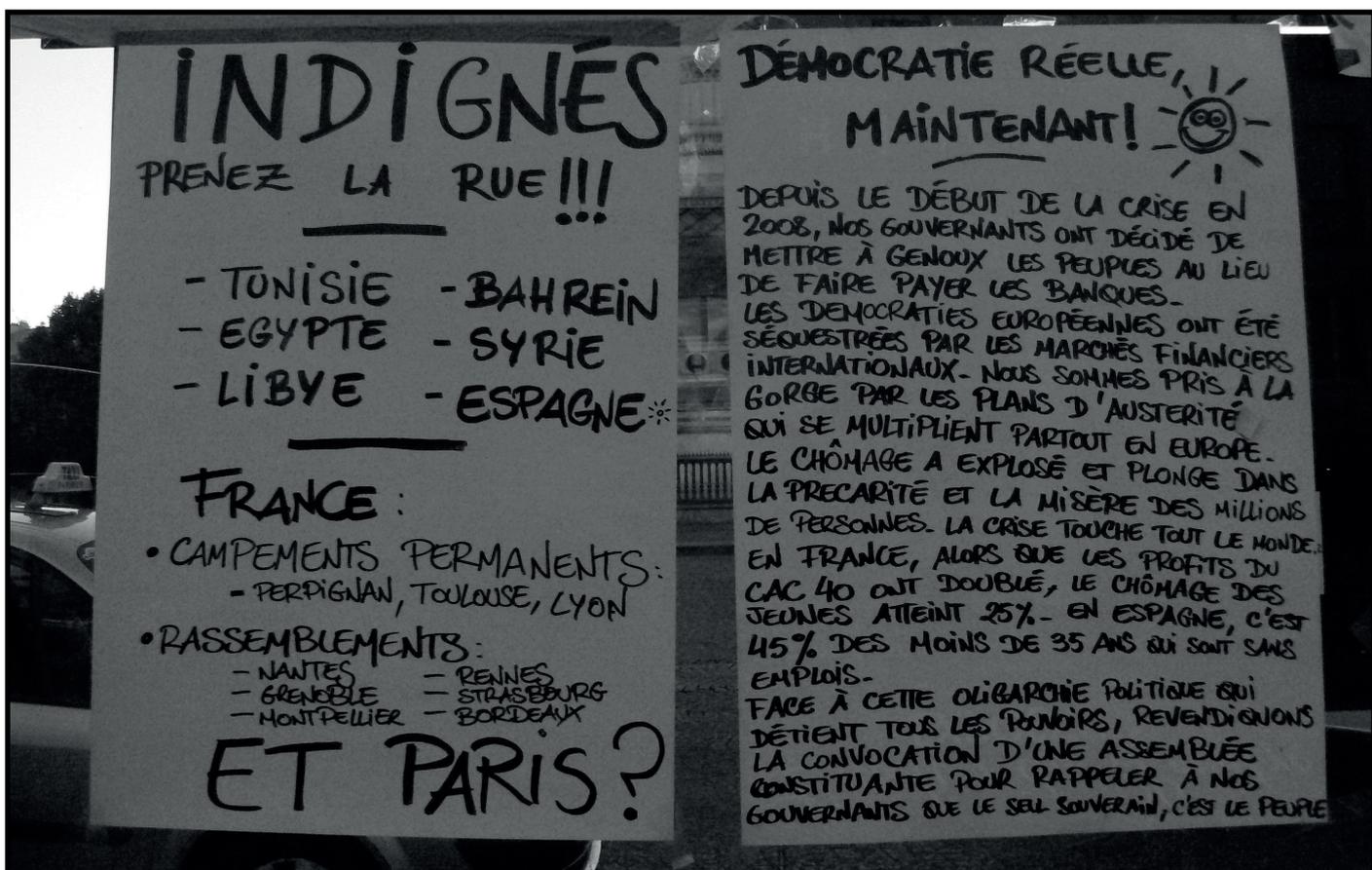
15. <https://reporterre.net/Qui-vient-a-Nuit-debout-Des-sociologues-repondent>

militante : 17 %. Et 22 % ont déjà cotisé à un syndicat. Les engagements citoyens, associatifs ou caritatifs sont également très représentés : plus de la moitié en ont eu un ou plusieurs (aide aux réfugiés, aux sans-papiers, maraudes, associations de parents, de quartier, défense de l'environnement, soutien scolaire, festivals, cafés associatifs, etc.). » Le profil est donné. On y retrouve les éléments qui constituaient le corps même du mouvement social entre 1995 et 2010. Des étudiants, des chômeurs diplômés, des intermittents, des profs, des associatifs. Mais en ordre dispersé, en tant que citoyens, non en tant que travailleurs. C'est le principal changement qui affecte ce corps structurellement lié à la reproduction sociale et à l'État. Nuit Debout a proliféré sur les décombres du mouvement social d'avant, débarrassé d'une contradiction fondamentale qui traversait les mobilisations précédentes : « Lutter en tant que travailleurs d'une institution étatique ou bien lutter pour l'institution étatique. » A Nuit Debout, à défaut de lutter sur son lieu de travail, on venait en tant que citoyen, en tant que sujet revendiqué de l'État. La question ne se posait même plus. La seule perspective d'unification était celle très démagogique du petit peuple, jusqu'à aller gratter en banlieue des paroles comme d'autres vont choper des voix.

Après la centralisation de la lutte dans la manifestation (cf. chapitre « *La pierre, l'image puis le vide* » du livre), voilà une opération de centralisation contre la lutte, travestie en mouvement progressiste critique

des impasses du syndicalisme. Heureusement, ce flou a laissé assez d'espace pour que certains puissent lancer des initiatives un peu plus marrantes, comme l'apéro chez Valls ou quelques « manifs sauvages » bourgeophobes. Mais ces quelques tentatives n'ont pas changé la nature de Nuit Debout.

À Nuit Debout, deux tendances se sont affrontées. Une, représentée par Lordon, cherchait à en faire un véritable objet politique capable d'instaurer un rapport de forces face au gouvernement pour permettre un processus de maturation en objet politique classique. La France Insoumise en est le produit le plus proche. D'autres ont préféré militer pour un espace de l'instant, avec tout ce que ça signifie de postmoderne. Autant dire que ceux-là se sont bien fait bosser. Certains groupes d'extrême gauche, sans autre appui dans la lutte, ont tenté de se réapproprier cet outil. Le cas de Toulouse est flagrant. Très vite, Nuit Debout s'y est transformé en un espace de récupération politique. L'assemblée du soir, à partir de 18 heures, était la partie émergée de l'iceberg, une partie qui ne servait à rien si ce n'est à faire illusion. Sous l'eau, le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) était à la manœuvre. A travers les différents collectifs satellites comme le DAL ou encore la CIP (Coordination des Intermittents et des Précaires), le NPA a réussi à diriger les quelques commissions d'organisation existantes à Nuit Debout, et à les intégrer au collectif « Y a pas d'arrangement » pour organiser leurs actions



spectaculaires. En septembre 2017, la clique réapparaîtra sous un autre nom, le « Front Social ».

Nuit Debout a échoué. Il ne pouvait en être autrement, de l'aveu même de Lordon. Mais il ne faut pas croire qu'on en a fini avec ce genre d'objet politique. Il suffit de jeter un œil sur les quelques résurgences contemporaines, notamment Jour Debout, une sorte de matin désabusé de Nuit Debout, qui appelle au rassemblement citoyen contre la corruption du gouvernement. Voilà la formulation politique réelle qui s'en dégage, celle du pouvoir, celle de la souveraineté, celle de la nation. Cet épisode nous rappelle simplement qu'il est nécessaire d'analyser les formes politiques que développe un mouvement, sans jamais perdre de vue que, la « lutte », c'est aussi dans les luttes, et que la période ne laisse aucune marge de manœuvre.

La politique est l'idiome du peuple

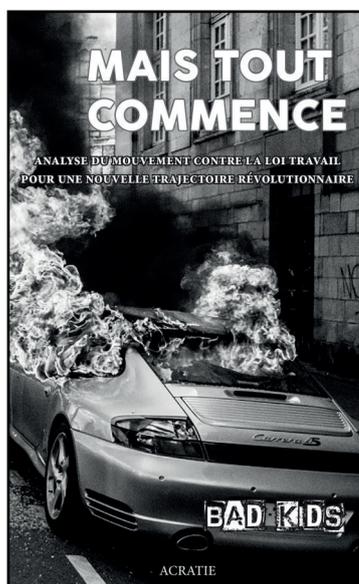
Quand un peuple se forme, le seul langage qu'il peut utiliser est celui de la politique en tant qu'instance séparée du social, instance destinée à le gérer, donc à exploiter les prolétaires. C'est dans cette conjoncture que la figure du peuple va sans cesse revenir comme proposition, comme perspective d'unité excluante. Il est inutile de préciser que cette perspective est l'une des limites les plus flagrantes de la lutte des classes actuellement. Cette limite, c'est celle de la définition d'un prolétariat national, puis du national tout court. Face à l'urgence et à la catastrophe, en Égypte comme en France, l'État reprend en main ses frontières, produit des ennemis intérieurs, opte pour une domestication du prolétariat en vue d'assurer les opérations capitalistes à venir. Dans cette ambiance, flatter les bas instincts, pour reprendre l'expression, n'est plus l'apanage du FN (Front National), et on aurait tort de croire qu'il s'agit uniquement d'organisations politiques classiques. La reconfiguration identitaire de la lutte des classes est une priorité pour beaucoup, en haut de cette pyramide du peuple. C'est ce temps de l'instabilité politique, c'est-à-dire cette crise de la représentation au sein de l'État-nation, qui réactive cette question de l'appartenance, qui se présente comme une fin alors qu'elle n'est qu'un moyen. Un moyen pour diviser, un moyen pour morceler avant la prochaine secousse, dans une ambiance où la marge de redistribution est de plus en plus serrée.

« Quand un peuple se forme, le seul langage qu'il peut utiliser est celui de la politique en tant qu'instance séparée du social, instance destinée à le gérer, donc à exploiter les prolétaires. »

L'appartenance, l'identité, est une des formulations politiques de la crise. C'est que l'État n'est plus tel qu'il se présentait, cette instance objective de reproduction des citoyens. Au cœur même de son appareil, sa population salariée et quelques autres fractions affiliées deviennent de plus en plus problématiques, c'est-à-dire en trop. Les luttes qui s'y développent vacillent entre les intérêts immédiats irréconciliables et les abstractions politiques autour du « vrai bon État social » face au capital défaillant. Cette fraction du prolétariat, salariée par l'État ou par les instances de reproduction sociale satellites, est l'endroit

où l'idéologie de l'État, du peuple, et de la confusion interclassiste est la plus prégnante, parce qu'elle a été bercée et formée dans l'abstraction idéale de l'État comme protection « universelle ». Cette « illusion » peut avoir des conséquences pratiques néfastes à l'horizon des prochaines luttes. Nous prenons Nuit Debout comme un premier signe, et les résorptions corporatistes du mouvement contre la loi Travail comme un second. Face à un prolétariat éclaté de toutes parts, la seule perspective révolutionnaire est celle de l'unification acharnée, dans la lutte, contre toutes les cloisons qui désamorcent le potentiel explosif du refus de l'exploitation capitaliste. Cette unification passe aussi par la clarification de l'unité, y compris contre ce dont le peuple est le nom.

BAD KIDS



badkids@riseup.net
badkids@noblogs.org